

Avenant du 14 novembre 2025

relatif à l'actualisation de l'article 37 « Détermination de la durée du travail effectif pour le calcul de la durée du congé » de la convention collective nationale

NOR : ASET2550966M

IDCC : 993

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNPPD,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

UNSA ;

CGT-FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Une actualisation de l'article 37 « Détermination de la durée du travail effectif pour le calcul de la durée du congé » de la convention collective nationale des prothésistes dentaires et laboratoires de prothèse dentaire.

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificités d'application dudit accord aux entreprises en fonction de leur taille.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de cinquante salariés, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Cette disposition interviendra à la date de parution de l'arrêté ministériel d'extension au *Journal officiel*.

« Article 37 | Détermination de la durée du travail effectif pour le calcul de la durée du congé

- les absences provoquées par la fréquentation des cours professionnels (cours obligatoires de formation professionnelle) ;
- le congé de maternité prévu à l'article L. 122-28 du code du travail ;
- le congé de paternité ;

- les périodes militaires obligatoires ;
- les journées de participation aux réunions syndicales ou aux réunions de commissions prévues par la présente convention ;
- les congés de formation des cadres ou d’animation pour les jeunes ;
- les congés pour événements familiaux ;
- les congés de formation professionnelle continue ;
- les congés de formation économique, sociale et syndicale ;
- les absences pour accident du travail, de trajet ou maladie professionnelle dans la limite d’une durée ininterrompue d’un an ;
- les périodes prévues aux articles L. 212-5 et L. 212-5-1 du code du travail (repos compensateur, RTT, congés payés...) sous réserve de l’application des dispositions de l’article L. 223-4 du code du travail ;
- les arrêts de travail pour maladie ou accident non professionnels (2 jours ouvrables par mois d’arrêt maladie dans la limite de 24 jours ouvrables par an en cas d’arrêt maladie sur toute la période de référence). »

Fait à Paris, le 14 novembre 2025.

(Suivent les signatures.)